Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 42 (1950)
Heft: 8

Buchbesprechung: Bibliographie

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Applicabilité générale des contrats collectifs de travail

Au 1er juin 1950, il y avait en Suisse 28 contrats collectifs de travail pourvus de la force obligatoire générale sur tout le territoire de la Confédération par arrêté du Conseil fédéral.

Il va sans dire que ce nombre s'enflerait considérablement si l'on ajoutait ceux qui ont reçu force obligatoire par arrêtés des cantons.

Bibliographie

Le Message social de l'Eglise dans notre Economie. — Edité par la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse, en avril de cette année. — Dans la préface à cette intéressante plaquette, M. R. Sturzenegger constate avec raison: « La multiplicité des aspects de la vie économique rend extrêmement difficile la proclamation d'un message exactement approprié à une époque déterminée. Mais l'Eglise est la dernière qui puisse se permettre de reculer devant les obstacles et devant les faits prétendus invariables pour en faire des idoles. » En vertu de quoi M. André Bieler, du Centre protestant d'études, à Genève, élabora un projet de message, avec la collaboration de M. le pasteur Hans Langenegger, de Waldenbourg, Bâle-Campagne, qui fut définitivement mis au point par la commission sociale de la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse. En dix chapitres condensés, le message aborde de front les problèmes qui ressortissent à la dignité de l'homme et du travail, à la tâche de l'Eglise et la responsabilité du monde chrétien, au rôle de l'homme et de l'Etat dans l'économique et le social, sans éluder les questions litigieuses de la propriété, de la rémunération du travail et du capital. Il faut savoir gré aux Eglises protestantes d'oser s'aventurer dans le domaine de l'existence relative alors qu'il lui serait si facile — que certains lui conseillent même — de se cantonner dans la théologie au risque d'oublier les enseignements du Christ qui, non seulement aimait son prochain comme lui-même, mais l'aidait aussi bien spirituellement que temporellement quand il en avait l'occasion.

Quand l'Eglise protestante envisage elle-même une limitation nécessaire de la liberté de l'employeur, qu'elle témoigne en faveur de la relativité du droit de propriété (dont l'accès, dit-elle, doit être facilité à chaque individu), qu'elle déclare que « la dignité de l'homme doit aussi être prise en considération dans le travail », que « le salaire doit être fixé équitablement et en tenant compte de ce qui est indispensable à l'acquisition des biens nécessaires à la vie », que « le capital n'a aucun droit à une rémunération dépassant une mesure équitable sous forme d'intérêt et de dividende », elle se montre soucieuse de justice sociale et fait un pas dans la direction des travaillleurs. Elle va même plus loin à notre rencontre puisqu'elle affirme que la communauté économique « exige et impose — éventuellement par des mesures d'Etat — les voies et moyens de réaliser une communauté de travail dans le vrai sens du mot ». Ce qui devrait engager beaucoup des nôtres qui, sans sortir en fait du sein de l'Eglise, se retranchent dans l'expectative ou la passivité — quand ils ne se mettent pas à adorer de faux dieux, de chair et de sang — à faire aussi un pas en direction du pouvoir spirituel avec lequel ils n'ont d'ailleurs pas osé rompre complètement, de participer éventuellement à son activité, afin de l'influencer et de renforcer ses tendances sociales. Mais c'est là une détermination qui regarde chacun de nous en particulier, le mouvement syndical libre voulant respecter l'obligation statutaire de rester neutre au point de vue confessionnel. Ce qui ne nous empêche pas de recommander à nos lecteurs le message social des Eglises protestantes de la Suisse. Peut-être même nous permettra-t-on de formuler le vœu que, dans

une prochaine édition, la commission sociale ose décréter que la religion ne devrait pas contribuer à diviser exclusivement le mouvement syndical ouvrier. Cela pourrait être alors un exemple à suivre pour d'autres Eglises! *JM.*

La Rémunération moderne du Salariat. Par *Y. Z. Yücebilgin.* Un volume de 212 pages, 16 × 24, broché, 7 fr. 50. Librairie Payot, Lausanne. — La cause des perturbations économiques qui apparaissent périodiquement sous forme de crise réside essentiellement dans un excédent de la production sur la consommation. Le fait est remarquable après une période de prospérité. Les profits réalisés alors sont le plus souvent réinvestis, ce qui contribue à augmenter encore la production, ou mis en épargne. Ils échappent ainsi à la consommation en restreignant l'écoulement des marchandises. Cette rupture d'équilibre engendre les crises qui apparaissent d'une manière cyclique; elle est un des problèmes qui préoccupent le plus les économistes. Dans une récente étude, M. Yücebilgin lui cherche une solution en proposant d'agir sur la répartition des salaires. Selon lui, on ne prévient pas la crise en diminuant la production; comme l'écrivait déjà Charles Gide: « La crise résultant de l'abondance ne peut se guérir que par l'abondance. » Il faut au contraire continuer à produire, réduire les prix de vente et augmenter le pouvoir d'achat de la masse, c'est-à-dire les salaires. Pour parvenir à cet équilibre, plusieurs conditions sont nécessaires, que l'auteur résume en trois mots: rationalisation, humanisation et démocratisation, autrement dit réalisation du maximum de rendement par les procédés scientifiques modernes, amélioration des conditions de travail et, pour les travailleurs, sécurité matérielle et gain moral. Il examine ensuite l'insuffisance des systèmes de salaire actuels et pose les principes d'un système socio-économique consistant à accorder à l'employé le salaire maximum que l'entreprise peut payer, à stimuler son travail par la prime, à l'assurer pour l'avenir, et le faire participer éventuellement aux bénéfices industriels. Les vues de M. Yücebilgin sont d'un intérêt de premier ordre. La réussite d'un tel système suppose une politique sociale avisée et l'entente internationale. Seule l'application de ces principes permettra d'élever le standard de vie de chaque individu et d'amener la justice et la paix sociales. Ces pages ont le grand mérite d'être claires et intelligibles pour tout le monde. Dépourvues de toute tendance politique, elles ne peuvent qu'éclairer en notre temps où les problèmes économiques sont dominants.

Désintégration familiale chez les ouvriers. Par *Eric Agier*, Dr ès sciences sociales, avec une préface du professeur René Kœnig, de l'Université de Zurich. Un volume de 139 pages, 6 fr. 50. Editions Delachaux et Niestlé, Neuchâtel.

Dédié aux familles ouvrières, cet ouvrage répond au besoin impérieux que le Dr Kœnig, professeur de sociologie à Zurich, sait communiquer à ses élèves; celui de « propager dans la plus grande mesure possible les connaissances sociologiques touchant la famille ». En se bornant uniquement à l'étude de la désintégration familiale dans les milieux ouvriers, M. Agier n'entend nullement insinuer que le mal y soit plus grand que dans la société bourgeoise. Au contraire, il croit le malaise plus profond dans les classes aisées où le divorce est d'ailleurs encore plus fréquent. Mais il a jugé intéressant d'étudier plus particulièrement les effets de la révolution industrielle sur la vie intime des travailleurs et nous ne saurions assez l'en féliciter. D'autant plus que cette thèse de doctorat, sur un sujet assez ardu, susceptible de rebuter le profane, nous est présentée sous une forme vivante et en un style châtié qui trahit l'artiste délicat, le musicien cultivé que nous connaissons.

L'auteur nous renseigne sur sa méthode d'investigation qui consiste aussi bien en questionnaires à la Gallup qu'en recherches personnelles et en enquêtes des organisations ouvrières. Puis il analyse, dans une première partie, les facteurs économiques de désintégration de la famille ouvrière: Tout d'abord la mobilité sociale, premièrement « horizontale » — par quoi il faut entendre

la « possibilité, voire l'obligation, de se déplacer pour travailler dans des lieux étrangers et parmi des gens nouveaux » — puis verticale, lorsque l'ascension du père, par rapport à la mère, ou des enfants par rapport aux parents, détruit l'homogénéité de la famille. Puis le travail en usine (« cette communauté sans communauté ») qui laisse inassouvi dans l'homme le besoin naturel de valorisation et qui altère les vertus féminines, ménagères et maternelles de la femme. Viennent aussi les conditions matérielles d'existence encore précaires, même pour l'ouvrier qualifié, s'il a plus d'un ou deux enfants. Enfin les conditions de logement, surtout dans les grands centres urbains qui ont souvent des effets pernicieux sur la vie domestique. Ceci pour les facteurs économiques.

Mais le désaccord des familles — et ici nous sortons du cadre étroit des milieux ouvriers — provient également des antagonismes biologiques et psychologiques: L'homme est-il fait pour la vie familiale, pour la polygamie, pour la vie patriarcale des paysans et artisans d'autrefois? L'amour conjugal a-t-il plus de peine à évoluer, dans le peuple, de l'amour-passion des premières années à l'amour-tendresse de la maturité? Qu'en est-il des défaillances de l'amour maternel et paternel, du conflit des générations, de l'inexistence si fréquente de l'amour fraternel, des difficultés d'échanges entre les membres d'une famille sans véritable vie communautaire? M. Agier s'efforce de répondre à ces questions dans des chapitres d'une haute tenue philosophique, émaillés de dialogues et d'exemples tirés de ses enquêtes, ce qui les rend aussi passionnants que la lecture d'un bon roman naturaliste.

La seconde partie de l'étude de M. Eric Agier est moins pessimiste qu'on pouvait s'y attendre après la constatation d'une désintégration familiale aussi généralisée. Dans la renaissance de l'esprit communautaire sous la forme de cette « religion du bien social » prêchée par Auguste Forel; dans l'évolution du contrat de louage des ouvriers vers un contrat d'association qui postule le droit de co-gestion; dans l'éclosion d'un nouvel humanisme fondé sur une saine utilisation des loisirs; dans le développement de la législation du travail et des services sociaux des entreprises également, l'auteur voit un lent acheminement « vers un nouvel équilibre familial chez les ouvriers ». Et s'il émet le désir que le syndicalisme « se charge beaucoup plus des organismes sociaux de protection familiale et intègre plus largement les familles de leurs membres », aucun militant soucieux de l'avenir du peuple ne voudra le contredire.

L'ouvrage de M. Eric Agier a sa place marquée dans la bibliothèque des conducteurs du mouvement ouvrier. Ils y puiseront une connaissance plus profonde de causes d'insatisfaction des travailleurs et des enseignements utiles à leur activité éducative et revendicative. *Ct. F.*

Dernières Ombrelles. Par *Joseph Jolinon.* Editions du Milieu du Monde, Genève. — Avec cet ouvrage de 275 pages, l'auteur en est maintenant à la moitié de son roman fleuve. Suivront: *Pantalons rouges, Fausses Marraines, Les Chevaux de Bois* et *Le Reportage.* Nous retrouvons la belle et troublante comtesse Isabelle qui se décide à faire une fin avec un comte inoffensif, non sans se permettre un dernier faux pas avec son cousin timide, Paul Suligny, stupéfait de l'aubaine. Pris ensuite entre un amour inspiré par la vertu de sa gentille petite sœur à l'ombrelle et sa vocation de peintre, Suligny choisit l'amour. Mais la sœur aussi bien que le frère se verront frustrés dans leurs espérances, non pas impunément, par l'amie belle et entreprenante. C'est vif, allègre et vrai comme la vie, avec en perspective la première guerre mondiale dont traitera *Pantalons rouges.* En intermède, une brillante évocation de Jaurès, que les jeunes étudiants de la Faculté catholique de Lille se proposaient de chahuter, manifestation qui finit par un coup de revolver n'ayant absolument aucun rapport avec le grand tribun français. Décidément Jolinon saisit la vie au passage, avec ses fastes et ses déceptions, dans un style viril et clair qui ne s'embarrasse pas trop de purisme intégral et paralysant! Cela change à la fois de l'existentialisme, de la froide doctrine et de la coupe des cheveux en quatre!

M.